ASSEMBLÉE
DE LA
POLYNÉSIE FRANÇAISE

Commission des institutions,
des affaires internationales
et des relations avec les communes

Papeete, le 27 JUIN 2025

N°83-2025

RAPPORT

Document mis
en distribution

Le 27 JUIN 2025

relatif à une proposition de résolution appelant l'État à intensifier ses actions au niveau local, national, régional et international en faveur de la prévention et de la lutte contre la prolifération de la méthamphétamine, des drogues synthétiques et des conduites addictives en Polynésie française,

présenté au nom de la commission des institutions, des affaires internationales et des relations avec les communes

par les représentants Messieurs Heinui LE CAILL et Tevaipaea HOIORE

Monsieur le Président,
Mesdames, Messieurs les représentants,

La Polynésie française fait face à une aggravation rapide du trafic et de la consommation de méthamphétamine, ou « ice », dont les effets sanitaires, sociaux et sécuritaires sont dévastateurs. Ce phénomène, porté par des réseaux criminels structurés et des circuits internationaux, touche désormais toutes les couches de la population, notamment la jeunesse. Face à cette menace multiforme, et dans un contexte de saturation judiciaire et d'insuffisance des dispositifs de prise en charge, il est urgent de coordonner une réponse forte à tous les niveaux.

La présente résolution appelle à faire de **cette lutte une priorité territoriale**, dans la perspective de son inscription comme **Grande cause nationale en 2026**, en soutenant le gouvernement dans l'exercice de ses compétences en matière de prévention aux addictions et de prise en charge actives des consommateurs de drogues.

I. Une montée en puissance du trafic de méthamphétamine et des drogues synthétiques

En 2022, les infractions liées aux stupéfiants s'élevaient à 5,87 pour 1 000 habitants en Polynésie française, contre 2,87 en France hexagonale. En 2024, la juridiction de Papeete a enregistré une hausse de 28 % des affaires liées à l'ice, marquant une aggravation continue du phénomène. Les magistrats alertent sur la saturation préoccupante du système judiciaire et sur les répercussions alarmantes du trafic dans les quartiers sensibles, où les mineurs sont de plus en plus impliqués dans les réseaux de distribution.

La consommation de méthamphétamine, autrefois marginale, touche désormais toutes les couches de la population, et s'est banalisée à travers la vente en microdoses. Cette diffusion est facilitée par la structuration croissante de réseaux criminels, opérant à travers des circuits internationaux, notamment en provenance de laboratoires mexicains transitant par les États-Unis. Du fait de sa position géostratégique et de son morcellement territorial, la Polynésie française est devenue une zone de distribution particulièrement vulnérable.

Cette dynamique criminelle se traduit par une progression continue des poursuites judiciaires, une hausse des quantités saisies et une implantation croissante de réseaux locaux. L'« ice » est désormais facilement accessible, y compris pour les jeunes et les publics les plus précaires, ce qui contribue à renforcer la dépendance et l'enracinement du trafic dans le tissu social.

II. Un impact considérable sur l'ordre public, la santé publique et le bien-être collectif

La méthamphétamine est un puissant stimulant du système nerveux central. Elle engendre des troubles neuropsychiatriques sévères, une forte dépendance, des comportements violents et une désocialisation rapide. Ce danger est aggravé par une méconnaissance inquiétante des usagers quant à la composition réelle du produit et à ses effets à long terme.

Le trafic de ces substances engendre un climat de violence, en particulier dans les quartiers les plus défavorisés. Il fragilise les familles, entretient le décrochage scolaire, pousse à la délinquance, au surendettement ou encore à la prostitution. La cohésion sociale et le bien-être collectif en sont directement menacés.

En parallèle, l'offre de soins reste largement insuffisante. Le territoire manque cruellement d'unités spécialisées pour la prise en charge des conduites addictives. Le déficit de structures d'accueil, le manque de professionnels formés et l'absence de parcours de soins coordonnés aggravent la situation. Les institutions sont confrontées à une véritable impasse sanitaire et sociale.

III. La nécessité d'une intensification de l'action coordonnée et multidimensionnelle

Les institutions de la Polynésie française sont confrontées à un double impératif : endiguer l'extension du fléau et construire une réponse territoriale solide, adaptée aux réalités sociales, sanitaires et culturelles du pays. La lutte contre la méthamphétamine et les drogues synthétiques ne peut être menée efficacement qu'à travers une stratégie globale, intégrée et pluriannuelle.

Il est nécessaire de renforcer les actions de prévention, en menant une campagne d'information multisupport à destination des jeunes, des familles et de la société civile. Les établissements scolaires, les associations, les fédérations sportives, les confessions religieuses et les communes doivent être pleinement mobilisés. De plus, il importe également de s'appuyer davantage sur une dimension pédagogique renforcée, en intégrant des programmes de prévention structurés dans les établissements scolaires, associant familles, professionnels de l'éducation et jeunes dans des démarches participatives.

Parallèlement, l'accès aux soins et à la réinsertion doit être sécurisé. Cela suppose le renforcement des moyens humains et financiers alloués aux structures spécialisées comme le Centre de prévention et de soins des addictions (CPSA), la création de nouvelles unités dont celle du Pôle de Santé Mentale PSM dédié uniquement au sevrage des consommateurs de drogues, le développement d'hébergements temporaires dans les communes de Tahiti et des îles et l'accompagnement psychosocial des personnes concernées.

Il est également demandé de renforcer les actions en faveur d'une politique de santé publique cohérente, centrée sur la prévention et la prise en charge des conduites addictives, en particulier celles liées à la toxicomanie. Cela suppose notamment :

- la création d'une délégation interministérielle dotée de moyens humains adaptés ;
- la mise en œuvre de programmes de cure et de désintoxication répondant aux réalités sociales et culturelles locales ;
- le développement de centres d'hébergement spécialisés dans plusieurs communes de Tahiti et des îles ainsi que le suivi à domicile par des équipes hors les murs ;
- et le renforcement des dispositifs d'accompagnement psychologique.

Par ailleurs, il apparaît urgent de renforcer les moyens alloués aux forces de l'ordre et à la justice dans le cadre de la lutte contre les stupéfiants, afin de contenir la structuration croissante des réseaux criminels. Face à l'essor de phénomènes tels que la délinquance, la criminalité organisée, la cybercriminalité ou encore le blanchiment d'argent, il est nécessaire d'accroître les effectifs, les moyens financiers et les équipements des services compétents, notamment :

- le Groupement d'intervention régional (GIR) ;
- l'antenne locale de l'Office anti-stupéfiants (OFAST) ;
- la Cellule de renseignement opérationnel sur les stupéfiants (CROSS) ;
- ainsi que la brigade spécialisée dans la lutte contre la cybercriminalité.

Il est nécessaire également de renforcer l'appui financier aux communes et aux associations de terrain, qui constituent la première ligne face au désespoir, à la délinquance et à la désintégration sociale provoqués par ce fléau.

Enfin, il est primordial que les autorités compétentes engagent la création d'un Observatoire territorial des drogues et des addictions, chargé de :

- centraliser les données disponibles ;
- suivre l'évolution des usages et des trafics ;
- évaluer l'efficacité des politiques publiques ;
- proposer des ajustements adaptés au contexte polynésien.

La présente résolution vise à faire de cette lutte une priorité partagée entre l'État, les autorités locales et les acteurs de terrain. Elle appelle à une mobilisation immédiate, avec pour ambition l'inscription de cette lutte comme **Grande cause nationale en 2026**.

IV. Renforcer la dissuasion pénale et la protection des acteurs exposés

Il est impératif de renforcer la dissuasion pénale en ciblant prioritairement les têtes de réseau, les trafiquants internationaux et les récidivistes. L'application de sanctions pénales sévères, y compris la réclusion criminelle à perpétuité pour les cas les plus graves, tels que le trafic en bande organisée, la mise en danger de mineurs ou le blanchiment aggravé, constitue un levier essentiel pour affirmer la fermeté de l'État face à ce fléau.

Dans le même temps, il est tout aussi fondamental de protéger celles et ceux qui, parfois au péril de leur intégrité, s'engagent contre ces trafics. Un dispositif de protection juridique et physique doit être mis en place au bénéfice des témoins, des familles et des lanceurs d'alerte. Ce dispositif doit garantir l'anonymat, sécuriser les procédures de signalement, prévoir un accompagnement psychologique et offrir des solutions de relogement temporaire. Ces mesures permettront de briser la loi du silence qui prévaut dans certains quartiers et de restaurer la confiance entre les populations et les institutions.

V. Coopération renforcée au niveau régional et international

La lutte contre le trafic de stupéfiants ne saurait se limiter aux frontières nationales. Elle nécessite une coopération étroite avec les États et territoires du Pacifique, ainsi qu'avec les organisations régionales et internationales compétentes. Des échanges d'informations, des actions conjointes et des outils d'investigation transfrontaliers doivent être mis en place.

Une coopération transnationale effective constitue un élément crucial pour démanteler les réseaux de trafiquants, qui opèrent au-delà des frontières et exploitent les failles de l'éclatement géographique des zones insulaires.

Cette coopération est d'autant plus indispensable que les réseaux criminels tirent parti non seulement de l'insularité, mais aussi du morcellement territorial et du manque de coordination entre États. Une réponse collective, régionale et globale constitue le seul moyen efficace pour enrayer durablement la prolifération de l'ice et des drogues synthétiques dans la région.

Dans ce contexte, il est essentiel de renforcer les partenariats avec les organisations régionales existantes, notamment la Communauté du Pacifique (CPS), pour son expertise technique en matière de santé publique et de données, ainsi qu'avec le Forum des Îles du Pacifique (FIP), qui joue un rôle moteur dans la coordination politique et sécuritaire régionale.

Une réponse collective, régionale et globale constitue le seul moyen efficace pour enrayer durablement la prolifération de l'ice et des drogues synthétiques dans la région.

Conclusion

La méthamphétamine et les drogues synthétiques rongent la jeunesse, désagrègent les familles, et gangrènent le tissu social en Polynésie française. Elles menacent la santé publique, la sécurité et la cohésion de notre pays.

Face à ce fléau aux multiples visages, la Polynésie ne peut rester seule. La présente résolution appelle à une mobilisation immédiate et coordonnée, à l'échelle territoriale, nationale, régionale et internationale. Elle fixe un cap : celui d'une action résolue, humaine et durable, fondée sur la prévention, la répression, le soin, la protection des acteurs exposés et la coopération.

C'est dans cette dynamique que s'inscrit la demande de reconnaissance de cette lutte comme **Grande cause territoriale et nationale 2026**. Parce que chaque jour compte. Parce que chaque vie sauvée est une victoire. Parce que l'avenir du pays en dépend.

* * * * *

La présente proposition de résolution a été examinée en commission le 27 juin 2025.

À cette occasion, les membres de la commission ont été informés des actions menées non seulement par le Pays mais aussi par l'ensemble des acteurs concernés, des crédits dédiés ainsi que de la mutualisation des moyens mis en œuvre pour lutter contre la prolifération de la méthamphétamine, des drogues synthétiques et des conduites addictives en Polynésie française.

En effet, ce sujet rassemble tout le monde et c'est notamment ce qui ressort des consultations menées auprès des communes, des confessions religieuses et de la Fédération citoyenne polynésienne de lutte contre les drogues et la toxicomanie.

* * * * *

À l'issue des débats, la présente proposition de résolution a recueilli un vote favorable unanime des membres de la commission.

En conséquence, la commission des institutions, des affaires internationales et des relations avec les communes propose à l'assemblée de la Polynésie française d'adopter la proposition de résolution ci-jointe.

LES RAPPORTEURS

Heinui LE CAILL

Tevainaea HOIORE

appelant l'État à intensifier ses actions au niveau local, national, régional et international en faveur de la prévention et de la lutte contre la prolifération de la méthamphétamine, des drogues synthétiques et des conduites addictives en Polynésie française

L'ASSEMBLÉE DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2005-59 APF du 13 mai 2005 modifiée portant règlement intérieur de l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 293 CM du 28 février 2025 portant vœu du gouvernement pour ériger la lutte contre la méthamphétamine en grande cause nationale 2026 et pour un renforcement du cadre répressif applicable en matière de trafic et de consommation de méthamphétamine ;

Vu la proposition de résolution déposée par M. Antony GEROS, Président de l'assemblée de la Polynésie française et enregistrée au secrétariat général sous le n° 6103 du 20 juin 2025 ;

Vu la lettre n° /2025/APF/SG du portant convocation en séance des représentants à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu le rapport n° du de la commission des institutions, des affaires internationales et des relations avec les communes ;

Dans sa séance du

Considérant que le développement et la structuration croissante du trafic illicite de méthamphétamine, communément appelée « ice », et de drogues synthétiques constituent une menace majeure pour la santé publique, l'ordre public, la cohésion sociale et le bien-être du peuple et en particulier de la jeunesse polynésienne ;

Considérant l'augmentation du volume de saisies de méthamphétamine et de drogues synthétiques observées ces cinq dernières années ;

Considérant les spécificités géographiques, l'éclatement et l'étendue du territoire de la Polynésie française, qui complexifient les actions réalisées en matière de lutte contre le trafic de méthamphétamine et des drogues synthétiques et la prise en charge de la toxicomanie ;

Considérant que la consommation et les trafics de méthamphétamine et des drogues synthétiques provoquent une augmentation de la criminalité organisée, de la délinquance, des phénomènes de désocialisation, du décrochage scolaire et constituent un frein au développement du marché du travail ;

Considérant l'urgence de renforcer la protection des témoins et des lanceurs d'alerte dénonçant les pratiques illicites liées aux usages de stupéfiants et les réseaux criminels ;

Considérant que la lutte contre ces substances illicites nécessite une mobilisation totale et une approche coordonnée de l'État, du Pays, des communes, des acteurs associatifs, des confessions religieuses, de la société civile et des organisations internationales afin de renforcer la prévention, la répression des auteurs des trafics de stupéfiants et la prise en charge de la toxicomanie ;

Considérant l'adoption en conseil des ministres du vœu formulé par le gouvernement de la Polynésie française pour ériger la lutte contre la méthamphétamine en Grande Cause nationale 2026 et pour un renforcement du cadre répressif applicable en matière de trafic et de consommation de méthamphétamine ;

Considérant l'implication croissante de la société civile et du gouvernement de la Polynésie française en faveur de la lutte contre la circulation de la méthamphétamine, des drogues synthétiques et le développement des conduites addictives ;

Considérant l'intérêt de développer une coopération régionale avec les pays et territoires du Pacifique pour endiguer le trafic international de stupéfiants ;

Au regard de l'ensemble de ces éléments,

ADOpte LA Résolution dont LA Teneur Suit :

L'Assemblée de la Polynésie française déclare que la lutte contre la méthamphétamine et les drogues synthétiques constitue une cause prioritaire pour le territoire. Elle appelle l'ensemble des institutions polynésiennes, les communes, les acteurs associatifs, les confessions religieuses et la société civile à se mobiliser. En outre, elle demande une coopération renforcée de la part de l'État et des organisations internationales concernées.

L'Assemblée de la Polynésie française invite l'État à ériger la lutte contre la méthamphétamine et les drogues synthétiques en Grande cause nationale pour l'année 2026, en cohérence avec la mobilisation territoriale polynésienne.

L'Assemblée de la Polynésie française appelle le Garde des sceaux, Ministre de la justice à renforcer le cadre répressif applicable aux trafics de méthamphétamine et de drogues synthétiques, notamment par la mise en œuvre de sanctions pénales effectives et proportionnées à la gravité des infractions pouvant aller jusqu'à la réclusion criminelle à perpétuité, dans les cas les plus graves, conformément à l'article 222-34 du Code pénal.

L'Assemblée de la Polynésie française demande à l'État de renforcer son appui budgétaire dans l'exercice de ses compétences afin de permettre une augmentation des moyens financiers, humains et techniques des forces de l'ordre et de la justice en Polynésie française, en matière de lutte contre les trafics de méthamphétamine et de drogues synthétiques et les opérations de blanchiment des capitaux y afférentes. Elle recommande également à l'État d'apporter un soutien financier renforcé aux communes et aux associations œuvrant à la prévention, à l'accompagnement des victimes et à la réinsertion des personnes touchées.

L'Assemblée de la Polynésie française incite les autorités de l'État à participer activement, en partenariat avec le Pays, au renforcement des actions en faveur de la mise en œuvre d'une politique de santé destinée à la prévention et à la prise en charge efficace des conduites addictives, notamment toxicomaniaques, de la mise en place d'une délégation interministérielle dotée de moyens humains suffisants, de la mise en œuvre de programmes de sevrage, de désintoxication et de réinsertion adaptés aux spécificités sociales et culturelles locales, du développement de centres d'hébergement dédiés, du renforcement des dispositifs d'accompagnement psychologique et de l'introduction, dans les programmes d'enseignement et les dispositifs pédagogiques, de programmes de prévention spécifiques contre la méthamphétamine.

L'Assemblée de la Polynésie française appelle également l'État, en partenariat avec le Pays, à soutenir la création d'un Observatoire territorial des drogues et des addictions, chargé de centraliser les données, d'évaluer l'évolution du phénomène et de formuler des recommandations adaptées au contexte polynésien.

L'Assemblée de la Polynésie française appelle l'État à renforcer les dispositifs de protection des témoins, des familles et des lanceurs d'alerte, confrontés aux pressions liées aux trafics de stupéfiants, tout en les adaptant aux spécificités locales.

L'Assemblée de la Polynésie française invite l'État à renforcer ses opérations et les initiatives conjointes de lutte contre les réseaux de trafiquants opérant dans la région, en collaboration avec les États et territoires du Pacifique ainsi que les organisations régionales.

La présente résolution sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française et transmise, accompagnée de son rapport de présentation, au Haut-commissaire de la République en Polynésie française, au Président de la Polynésie française, aux Présidents de l'Assemblée nationale et du Sénat et aux parlementaires de la Polynésie française.

La secrétaire,

Odette HOMAI

Le Président,

Antony GEROS